

L'Avenir communiste

**Inventons-le et construisons-le ensemble,
pour une juste répartition des richesses et le respect de chaque être humain.**

Édito

Hervé Saze
Secrétaire de section

La colère monte en Pays Catalan...



L'air est lourd de cette colère légitime qui traverse nos entreprises, nos hôpitaux, nos établissements scolaires et nos quartiers. Alors que la vie quotidienne devient un parcours d'obstacles pour des millions de travailleurs, de retraités et d'étudiants, le pouvoir et la classe possédante continuent leur fuite en avant.

Inflation incontrôlée sur les produits de première nécessité, factures d'énergie qui étranglent les ménages, services publics bradés ou à l'agonie : la réalité du capitalisme français en 2026 est celle d'une régression sociale méthodique. Pendant ce temps, le CAC40 aligne des profits record et distribue ses

dividendes par milliards. Ce n'est pas une crise, c'est un transfert massif de la richesse produite par le travail vers les poches du capital.

Face à la contestation qui gronde, la réponse de l'État reste la même : le mépris, la casse du droit de grève et la répression des mouvements sociaux. On cherche à diviser les travailleurs, à opposer les salariés du privé à ceux du public, les actifs aux retraités, la jeunesse aux aînés. C'est la vieille stratégie du Pouvoir pour éviter que la seule vraie question ne soit posée : celle du partage des richesses et de la propriété des moyens de production.

Il n'y a rien à attendre des demi-mesures ou des promesses de "dialogue social" qui ne servent qu'à gagner du temps. La précarité n'est pas une fatalité, c'est un choix politique. Le projet du Budget 2027, n'apaise pas cette colère au contraire, c'est une nouvelle attaque contre le peuple.

Aujourd'hui, l'urgence impose :

- L'augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux, indexée à minima sur l'inflation réelle.
- Le blocage immédiat des prix des biens énergétiques et alimentaires essentiels.
- La réappropriation publique des services essentiels (énergie, transports, santé) pour sortir la vie humaine des logiques de profit.

Rien ne s'est jamais obtenu sans lutte. La convergence des grèves, le renforcement de nos organisations syndicales et l'unité populaire à la base sont nos seules armes face au système capitaliste et ses serviteurs.

Luttons dès maintenant pour n'avoir aucun regret....

Mouvement lycéen

« Elle se branche où la prise de conscience ? * » !

Depuis plusieurs années, les enseignants, les personnels de l'Éducation nationale, les syndicats, les organisations de parents d'élèves et les lycéens dénoncent le délabrement de l'École. En cette rentrée, contre toute attente, ce sont les lycéens eux-mêmes qui ont crié :

« Ça suffit ! »

Leurs revendications sont simples :

- avoir des professeurs ;
- moins d'élèves par classe ;
- disposer de tables et de chaises ;
- étudier dans des classes où la température reste supportable, en hiver comme en été ;
- compter sur des personnels non enseignants pour rendre la vie au lycée tout simplement vivable.

Bref, pouvoir apprendre !

Aujourd'hui, l'État impose à l'École publique des conditions dans lesquelles nul ne peut enseigner convenablement. En laissant ces établissements se dégrader, il empêche aussi les élèves d'apprendre décemment. Si des professeurs se lèvent encore chaque matin pour faire cours, c'est d'abord pour ces enfants que l'État abandonne délibérément, en leur refusant les conditions d'apprentissage dignes qu'il a pourtant le devoir de garantir. L'unique urgence aujourd'hui, c'est un investissement massif pour l'école publique.

Comment l'État peut-il ainsi abandonner sa jeunesse, puis tenter de la briser par une répression devenue sanglante avec des mutilations irréversibles sur des enfants ?

La responsabilité primordiale de l'État est de protéger ses enfants, au lieu de les terroriser... Alors que le ministre de l'Intérieur devrait donner des consignes de non-violence, il prône une répression sans limite, ce qui constitue une faute politique lourde, et au-delà, un manque total d'humanité. « *Je ne vais pas présenter d'excuses aux familles des lycéens blessés.* » — Laurent Nuñez, ministre de l'Intérieur.

(*lu sur une pancarte à Perpignan)



Derrière l'incendie, une démocratie locale en cendres ?



Après un début d'été qui a meurtri le village d'Ille-sur-Têt, le maire a décidé d'exproprier les locataires des jardins familiaux du lieu-dit de la Tuire.

Au cours de cet été, la commune d'Ille-sur-Têt et les villages voisins ont connu le pire incendie depuis longtemps. À la suite de ces événements, où le feu est monté jusque dans le vieil ille, le maire a pris la décision d'expulser les locataires des jardins familiaux longeant le canal de Perpignan pour en faire un chemin coupe-feu.

Cette décision, prise sans aucune concertation avec les locataires, à qui l'annonce a été faite par un simple envoi de mail mi-juillet, a été suivie d'un refus catégorique de rencontrer les jardiniers. D'ailleurs, la raison interroge : si c'est vraiment dans l'objectif de construire une ceinture de protection contre les incendies autour du village, alors pour quelle raison les seules parcelles concernées par l'expropriation seraient celles des jardins familiaux ? Alors même que les jardins privés accolés ne semblent pas poser problème à la mairie.

Les locataires des jardins de la Tuire, qui le sont depuis plusieurs décennies, souvent de génération en génération, se sont organisés et mobilisés et ont fait connaître la décision

du maire. Leur demande est claire : la réouverture du site interdit par arrêté municipal depuis début d'août et la réattribution des jardins correctement entretenus. Les jardiniers consentent volontiers à un meilleur encadrement des jardins et à ce que les jardins mal entretenus soient attribués à d'autres personnes.

Cette remise en cause des jardins familiaux, dans une période où chaque euro compte est une violence sociale inouïe. Les jardins permettent à des familles d'avoir un accès à des fruits et légumes frais. Mais ce n'est pas qu'un lieu de culture, c'est aussi un lieu essentiel au lien social, un accès à la terre pour les locataires, pour la plupart des retraités, pour qui les jardins sont un lieu de rendez-vous et de sociabilisation, de rencontre et d'échange, où se retrouvent familles, voisins et amis.

Dans ce combat, la question n'est pas tellement celle de la prévention des incendies, mais bien celle de la démocratie locale, et du respect des concitoyens dans l'action publique.

À Bouleternère

Quel impact sur la vie quotidienne ?

L'été est désormais rythmé par les alertes « *Feux de forêt* » de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le risque de coupures électriques et l'accès restreint à certains massifs (comme le piémont du Canigou). Même lorsque le feu se situe à quelques kilomètres (comme à Rodès, Vinça ou dans les Aspres), les fumées bloquées par la Tramontane rendent l'air difficilement respirable et confinent les habitants chez eux. C'est l'impact direct le plus concret. À Bouleternère, la proximité de la garrigue oblige chaque propriétaire situé à moins de 200 mètres de zones boisées à débroussailler sur 50 mètres autour de son habitation.

Enseignements et actions prioritaires

L'assèchement précoce des sols dans le département montre que la prévention prime sur le combat. Les pistes DFCI (Défense des Forêts Contre l'Incendie) autour du village doivent être nettoyées et maintenues accessibles en permanence. Encourager le pâturage (chèvres, brebis) sur le territoire communal permet de créer des zones tampons

naturelles et de réduire la masse végétale combustible. La sécheresse structurelle des Pyrénées-Orientales impose une gestion très stricte de la ressource, indispensable pour approvisionner les réserves incendie et les citernes des pompiers.





À Thuir, cinq jours qui nous ont redonné foi en l'humain

Depuis plusieurs années, comme bon nombre de communes, Thuir s'est doté d'un PCS (Plan Communal de Sauvegarde). Mais qui aurait pu penser que ce dimanche 5 juillet allait mettre en marche une énorme machine solidaire, suite à « l'incendie de Trévilach » ? Un élu témoigne.



Ce jour-là, à 15h00, la préfecture nous a demandé de déclencher ce même PCS. Chacun, agents comme élus, (même en congés) membres de ce dispositif se sont retrouvés à la Maison Du Citoyen, (MDC), devenu Centre opérationnel.

Il faut reconnaître que nous avions une certaine inquiétude face à l'inconnu que représentait cette situation dont nous ne connaissions pas l'ampleur.

À 17h30, la ville était prête à accueillir les personnes évacuées d'Ille, Bouleternère... que ce soit au niveau des parkings, des installations au niveau des salles avec montage de lits, mise en place de rafraîchissements, café, thé, gâteaux...

Nous avons senti, dès les premières arrivées, le désarroi de ces « sinistrés ». Plus de 300 personnes sont accueillies, dans un premier temps, à Thuir, dans le calme, pour être, finalement, dirigées vers Canohès. Dès saturation des points d'accueil sur Canohès, ce seront 222 personnes qui seront hébergées dans nos structures et de nombreuses autres accueillies chez des particuliers thuirinois, spontanément venus proposer leur aide.

En début de soirée, nous nous sommes trouvés devant une importante arrivée de bénévoles se proposant d'aider : à faire des repas, à aider les personnes âgées plus ou moins autonomes ou tout au moins être présents et apporter une écoute à toutes ces personnes évacuées sans aucune information sur l'état de leurs biens, de leurs animaux de compagnie ou autres. Grâce à cette mobilisation, qui s'est accentuée durant les journées qui ont suivi, nous avons pu mettre en place des roulements sur 24 heures, jour et nuit !

Les commerces, tels les supermarchés, se sont mis au diapason et ont rappelé des membres de leurs personnels afin d'assurer la livraison de nourriture, produits d'hygiène et vêtements. Les dons de particuliers ont également commencé à arriver dès le soir même.

Le lundi, ce sont des quantités énormes de dons qui sont arrivés de tout le canton, plusieurs camions de Saint-Charles chargés de fruits et de légumes, en quelques heures nos locaux ont été saturés, il a fallu déplacer le lieu de réception et organiser une équipe afin d'en assurer le tri et même faire un convoi vers le centre d'accueil de Prades.

Le lundi à la mi-journée, lors d'un débriefing, nous avons

tous été touchés par cet élan de solidarité spontané, incontrôlable, dont l'ampleur nous a même mis un peu en panique.

La rencontre avec les gens accueillis a été un grand moment de fraternité

À Thuir, les élus, à commencer par le maire qui passait faire un point trois fois par jour, avec le peu d'infos qu'il avait, ont été présents, j'ai moi-même assuré des permanences sur les 5 jours en journée et pendant 2 nuits.

De vrais liens se sont tissés entre la population thuirinoise et des villages voisins et nos « invités » et surtout, entre eux-mêmes.

Thuir était devenue une vraie fourmilière

Peu à peu, on ne faisait plus attention à qui était qui ? Les accueillis et les accueillants oeuvraient ensemble à la préparation des repas, au tri des dons, à l'aide de la personne âgée qui dormait à proximité. Nous nous appelions par nos prénoms. Nous avons réussi à envoyer quelques uns de nos agents avec un laissez-passer au domicile de certaines personnes âgées d'Ille, pour donner à manger et à boire aux animaux domestiques qu'elles avaient dû abandonner précipitamment et afin de les rassurer, les agents en prenaient des photos qui ont submergé d'émotion les personnes concernées et les agents couverts de bisous et de remerciements.

Le plus dur a été le manque d'infos à donner aux sinistrés, notamment, sur la durée de leur séjour et aussi pour les Illois sur leur commune. Les maires de Corbère, de Bouleternère ont été, eux, présents.

Puis est arrivé le jeudi 9 juillet où enfin le retour des personnes sinistrées a pu être organisé, ne sachant pas dans quelle situation ils allaient se trouver à leur retour chez eux, ils sont partis chargés de vêtements, produits d'hygiène, alimentation. Certains de nos agents se sont portés volontaires pour aller avec nos véhicules jusqu'à Ille accompagner les personnes chez elles.

Ces cinq jours, toutes les personnes présentes, aidantes ou aidées, élus, agents de la ville de Thuir, bénévoles, nous ne sommes pas près de les oublier. Tout cela, nous a « mis à l'envers ». Le départ avec les bus s'est fait, paradoxalement, avec déchirement, les larmes pleins les yeux, avec des bisous et des applaudissements qui nous ont fait craquer.

Pour finir, cette expérience nous a tous enrichis : nous avons retrouvé les bases du vivre ensemble, de l'entraide, de la solidarité, de la fraternité et une immense fierté pour nous tous d'avoir été à la hauteur.

Communisme : qu'és aïxò ?



Si ! On les a déjà essayés !

Tous ceux qui, pour justifier leur vote pour le Rassemblement National, déclarent « *On ne les a jamais essayés* », ont la mémoire en très mauvais état ou sont incultes historiquement. Car la France a déjà essayé l'extrême droite... entre 1940 et 1944 avec le gouvernement de Vichy. Ce ne sont pas les occupants nazis qui, de 1940 à 1942 en zone dite libre, ont fait la chasse aux Juifs, ont supprimé toutes les libertés, ont assassiné ceux qui s'opposaient au régime de Pétain. Comme le disait un vieux camarade, « *c'est depuis ce temps-là qu'entre les communistes et l'extrême droite, il y a du sang* » en rappelant que son père avait été assassiné par la milice française parce que coupable d'avoir lutté pour l'indépendance de son pays.

« *Mais ce n'est plus la même chose...* » vont s'exclamer quelques « *bonnes âmes* » à la mémoire toujours aussi flageolante. Doit-on leur rappeler que c'est avec d'anciens Waffen SS qu'a été créé le Front national, devenu Rassemblement national pour cacher cette généalogie honteuse ? D'ailleurs ce parti d'extrême droite a tellement changé qu'aujourd'hui son président est dénoncé, preuves à l'appui, comme un antisémite de la pire espèce. Il a tellement changé que, de Carcassonne à Elne, les maires RN s'attaquent à la liberté d'expression, à la presse, aux syndicats, à la création culturelle. Ils ont tellement changé qu'ils sont toujours comme cul et chemise avec le grand patronat du Medef.

Non ! Ils n'ont pas changé et c'est pour cela que les communistes se dresseront irréductiblement contre cette peste brune, même quand elle se camoufle derrière les dents blanches de son président ou le sourire crispé de sa candidate.

Le RN a-t-il changé ?

Chassez le naturel, il revient au galop

Depuis plusieurs années les Lepen, Bardella et consors tentent de nous convaincre que leur parti a changé en passant de grandes couches de Ripolin sur la façade. Mais le fond n'a pas changé. Aujourd'hui, l'affaire Bardella ravive les plaies anciennes. Au RN toutes les brebis ou les moutons ne se valent pas. Certaines et certains sont moins galeux ou galeux que d'autres. Seule la patronne et candidate dispose d'un

pouvoir d'absolution. Par ces propos non assumés comme propos de jeunesse Bardella sera-t-il absous ? L'histoire nous le dira....

Cette nouvelle affaire réouvre les plaies et pose à la candidate dans son rapport aux français la question centrale de la sincérité et de la dissimulation. Menacer la presse et éructer contre « *les dingeries* » ne suffit pas.

Les vérités de l'Assemblée nationale face aux impostures du RN

Oui, le RN soutient les plus riches contre les salariés et les retraités.

Les preuves par les votes de cette mandature.

Impostures sociales	Soutien aux plus riches
Indexation des salaires et des retraites sur l'inflation CONTRE	Taxer les jets privés et les yachts CONTRE
Hausse du SMIC à 1500 € CONTRE	Taxe Zucman, contribution annuelle de 2 % sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euro. CONTRE
Création d'un plan de luttés contre la fraude fiscale CONTRE	Rendre sur l'impôt progressif, ce qui augmenterait le reste à vivre de 90% des Français. CONTRE

Sandrine Dogor Such, députée de la 3e circonscription des P.-O. Sa présence est de 97% aux votes solennels pour une moyenne de 89% de la législature en cours. Loyauté totale envers sa formation puisqu'elle vote à 100% en accord avec les propositions de son groupe politique.

Alors, dans l'isoir, chacune, chacun pourra réfléchir...



Rognons au banyuls

Pour 4 personnes :

- 1,5 kg de rognons de porc
- 5 têtes d'ail

- Bouquet garni
- Sel, poivre, huile d'olives
- 25 cl de banyuls
- Un peu de farine



Préparer les rognons et les couper en morceaux. Les rincer et les essuyer.

Emincer l'ail.

Faites chauffer l'huile dans un faitout et ajouter les rognons avec le bouquet garni. Saler, poivrer et ajouter le banyuls.

Laisser cuire quelques minutes, ajouter la farine et laisser mijoter 15 mn.

On peut accompagner ce plat de pommes de terre sautées.

Bon profit !

Ce bulletin vous a intéressé ?

Vous souhaitez en savoir plus ?

Contactez-nous !

Hervé Saze, secrétaire de section :

06 83 93 61 64 - saze.herve@orange.fr

Evelyne Bordet, responsable de la publication

06 72 01 29 81 - ev.bordet@orange.fr